

PARLONS DÉVELOPPEMENT

WEBINAIRE



“L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES”

28 Mai 2021 à 15H00 GMT+1

CO-ORGANISATEURS



PARTENAIRE



#ParlonsDéveloppement

Conférence « Parlons Développement » 2^{ème} Edition

L'évaluation des politiques publiques territoriales

Une initiative du PNUD, de la Banque Mondiale et du Policy Center for the New South en partenariat avec l'Université Moulay Ismail de Meknès



Brief | Agenda | Biographies

Vendredi 28 Mai 2021

15h00 – 16h10 GMT+1

Webinaire

Live-stream (YouTube, Facebook, Live Tweet)

La pandémie de la COVID-19 a déclenché, en une courte période, une crise sans précédent entraînant des effets négatifs sur l'économie mondiale, le progrès social et l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD). Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et le Policy Centre for the New South voient dans ces incertitudes et dans la crise actuelle une nouvelle opportunité de réflexion collective autour des grands enjeux du développement durable. S'interroger sur les transformations durables, aussi bien positives que négatives, que cette crise peut engendrer, et leurs impacts sur les ODD, est le leitmotiv de cette initiative, qui se veut une plateforme de débat et d'échanges.

L'engagement du Maroc en faveur des ODD, les progrès réalisés en termes de développement humain et les efforts en matière de lutte contre les changements climatiques constituent une base solide pour une sortie de crise qui s'appuierait sur un modèle de développement durable, inclusif et équitable. Jouissant d'une forte proportion de jeunes, le Maroc peut également tirer profit de l'aubaine démographique et en faire un levier de création de richesses et d'accélération de la croissance au cours des prochaines années.

Afin de contribuer à la réflexion nationale autour des défis et enjeux de cette crise, le PNUD, la Banque mondiale et Policy Centre for the New South proposent une série de dialogues virtuels réunissant acteurs et experts nationaux et internationaux pour débattre des enjeux du développement durable, dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, et des opportunités que présente le Programme 2030 en tant que feuille de route pour sortir de la crise renforcés et plus résilients. Cette série de dialogues, intitulée « Parlons développement », se déroulera au sein des universités marocaines pour être au plus près des préoccupations des jeunes étudiants, des chercheurs et du corps professoral afin de stimuler le débat et les analyses au sein des universités sur les grands enseignements de la crise de la Covid-19.

Le Maroc est engagé depuis quelques années dans des efforts soutenus de décentralisation et de déconcentration visant à associer les collectivités locales au développement national et à promouvoir une planification régionale à travers l'élaboration de plans de développement régionaux et une approche participative et concertée du développement local. En 2011, la nouvelle constitution a tracé les perspectives de la régionalisation avancée. Dans ce cadre, la deuxième édition de cette série de conférences sera organisée en partenariat avec l'Université Moulay Ismail de Meknès. L'université Moulay Ismail (UMI) ambitionne de développer un pôle d'excellence en matière de développement durable et d'évaluation des politiques publiques territoriales, selon une approche intégrée. Au niveau formation, l'UMI a mis en place deux filières de masters : "développement durable et "évaluation des politiques publiques". Sur le plan du renforcement institutionnel pour la recherche scientifique, l'UMI a créé, dans un cadre partenarial, l'Observatoire Universitaire Régional de Développement Humain (OURDH) et le centre régional d'évaluation des politiques publiques (CREPP). Outre la formation de cadres aux compétences reconnues, cette dynamique s'est traduite par des recherches et des études sur ces thématiques et l'organisation de manifestations scientifiques dont le colloque international sur l'évaluation des politiques publiques territoriales en 2019.

La deuxième édition de « Parlons développement » aura donc pour objectif d'ouvrir le débat sur **l'évaluation des politiques publiques territoriales** et d'engager la réflexion sur les outils réglementaires et institutionnels dont dispose la région pour promouvoir l'évaluation. Cette rencontre sera aussi l'occasion d'aborder le lien existant entre le suivi des Objectifs de développement durable et l'évaluation des politiques régionales.

Agenda

15h00 – 15h20

L'évaluation des politiques publiques territoriales

Modérateur

Mot d'ouverture

Oumayma Achour, Professeur de droit à la faculté science juridiques et économiques et sociales, présidente de l'association Jossour

Intervenants

Khalid Serhan, Chef de service des Contrats Etat-Régions à la Direction de la Planification et du Développement Territorial, ministère de l'intérieur.

De quels outils institutionnels et réglementaires la région dispose pour promouvoir l'évaluation ?

Alexandra Fawzi, Analyste des Objectifs de développement durable (ODD) au sein de l'équipe d'intégration des ODD du Hub régional du PNUD à Amman

Comment le suivi des ODD peut bénéficier à l'évaluation des politiques régionales ?

15h20 – 16h00

Discussion

16h00 – 16h10

Conclusions et Mot de clôture

Oumayma Achour, Professeur de droit à la faculté science juridiques et économiques et sociales, présidente de l'association Jossour

Biographies



Dr. Omayma Achour est Professeur de Droit à la Faculté des Sciences Juridiques économiques et Sociales Agdal. Titulaire d'un doctorat en sciences juridiques de l'Université Mohammed V-Agdal-Rabat sur le sujet de la réforme des retraites, elle a obtenu une mention spéciale de publication du prix de l'Observatoire des Retraites en France, en juin 2019 sur la thèse de doctorat « Une retraite pour tous les Marocains : unification des systèmes de retraite au Maroc ». Elle a publié deux ouvrages, le premier en 2012 intitulé "Réforme de la retraite au Maroc" et le second en 2019 sur l'unification des régimes de retraite au Maroc ainsi que plusieurs articles scientifiques au niveau national et international. Dr Achour a organisé et participé à différentes conférences internationales, festivals de jeunes, camps d'été et conférences universitaires d'été tenus au siège des Nations Unies à Genève et à New York. Elle a également participé à des conférences sur les droits des femmes et la protection sociale dans plus de 30 pays situés en Europe, en Amérique, en Amérique latine et en Afrique. En 2014, Achour a été élue présidente de l'Association Jossour Forum des femmes marocaines avec statut consultatif au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), une association clé du mouvement des femmes au Maroc qui défend la promotion de l'égalité et l'autonomisation des femmes.



Alexandra Fawzi est analyste des Objectifs de développement durable (ODD) au sein de l'équipe d'intégration des ODD du Hub régional du PNUD pour les États arabes, à Amman. Elle bénéficie d'expériences précédentes à l'UNESCO et au siège du Bureau des États arabes à New York, où elle a notamment contribué aux préparatifs du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (HLPF). Alexandra est titulaire d'une licence en droit de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ainsi que d'un Master 1 de Droit international et d'un Master 2 d'Administration internationale, obtenus au sein de la même Université.



Khalid Serhan est Chef de service des Contrats Etat-Régions à la Direction de la Planification et du Développement Territorial, ministère de l'intérieur depuis 2018. Titulaire d'un Diplôme des Etudes Supérieures (D.E.S) Es Sciences Chimie, il intègre la fonction publique en 1997 au poste d'administrateur des administrations centrales au sein de la Direction Générales des Collectivités Locales (Direction de la Planification et de l'Equipement) suite à une formation à l'ENAP. Il sera en charge du suivi de plusieurs projets dont celui de la planification locale et de l'appui à la

décentralisation. En 2010, il est nommé chef de service des plans de développement économiques et sociaux. Khalid Serhane est membre du comité national de coordination du programme de coopération avec l'UNICEF « Lutte contre la Vulnérabilité des Enfants en Milieu Rural » entre 2007 et 2011 et membre de la cellule centrale, chargée de la coordination et de la Formation des utilisateurs du système d'information communal dans les collectivités locales.



A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) est un acteur majeur du développement dans le monde. Il compte cinq organisations, chacune mise au point pour répondre aux problématiques de développement des pays clients :

- (i) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), communément appelée Banque mondiale (BM) prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays solvables ;
- (ii) L'Association internationale de développement (IDA) accorde des crédits sans intérêt et des dons aux pays les moins avancés ;
- (iii) La Société financière internationale (IFC) appuie à travers des prêts, des fonds propres et des services de conseil le développement du secteur privé dans les pays en développement.
- (iv) L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) offre des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux dans les pays en développement ; et
- (v) Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

Le Groupe poursuit deux objectifs majeurs : (i) mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération et (ii) promouvoir une prospérité partagée.

La BIRD accorde des prêts aux gouvernements mais accompagne son appui financier d'un appui technique pour assurer une atteinte optimale des objectifs de développement. Les programmes appuyés par la Banque mondiale bénéficient d'un suivi et d'une évaluation des résultats rigoureux tout au long de la période de mise en œuvre des programmes. La branche secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, la Coopération financière internationale, travaille directement avec le secteur privé et finance les entreprises par le biais de prêts et de prises de participation. Il fournit également une assistance technique aux gouvernements afin d'améliorer le climat des affaires.

Mais le portefeuille du groupe de la Banque mondiale n'est pas seulement financier et technique. C'est en effet une organisation de savoir et de connaissances qui a pour vocation de partager les meilleures pratiques mondiales mais aussi des analyses de pointe sur l'économie mondiale et sur l'ensemble des secteurs d'expertise couverts par le portefeuille global du GBM. Les travaux analytiques constituent souvent le socle des opérations de financement et permettent d'informer le dialogue stratégique avec les gouvernements clients.



A propos du PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie.

Le PNUD est un partenaire de longue date du gouvernement Marocain dans la mise en œuvre des priorités nationales de développement. Présent au Maroc depuis 1958, Il inscrit son action dans le Plan Cadre des Nations Unies d'Aide au Développement ou UNDAF, ainsi que son Programme de pays (CPD), dont la coordination est assurée par le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger (MAEC).

L'intervention du PNUD en matière d'appui au gouvernement marocain est structurée autour de trois grandes priorités :

- a) aider le Maroc à honorer ses obligations en matière de droits de l'homme et à mettre en œuvre les réformes constitutionnelles ;
- b) renforcer la cohérence politique des priorités nationales issues de la stratégie nationale de développement durable et d'autres stratégies sectorielles favorisant la croissance inclusive, pour résoudre les problèmes de viabilité environnementale du pays ; et
- c) éliminer les disparités régionales par la planification régionale inclusive et des initiatives de développement locales particulières conçues pour cibler géographiquement les régions reculées et les groupes vulnérables.

À travers les trois grandes priorités de son programme pays, le PNUD contribue aux résultats suivants:

- Gouvernance démocratique et régionalisation avancée ;
- Développement inclusif durable ;
- Inclusion économique, réduction des inégalités et des vulnérabilités.